

PROJET "LÀYIDU-MÈTRE"

S'ENGAGER POUR LES JEUNES

LE MALI NE RESPECTAIT PAS SES ENGAGEMENTS SUR LES DSSRAJ.



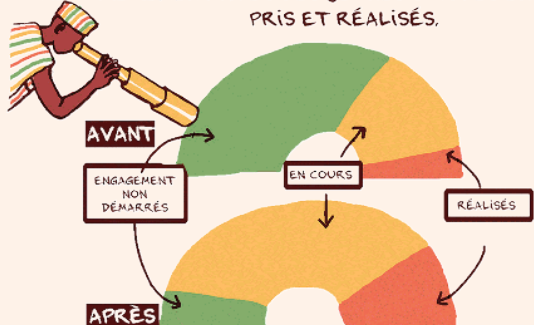
ILS ONT ÉLABORÉ UN OUTIL D'ÉVALUATION DES ENGAGEMENTS, LE LÀYIDU-MÈTRE.



UN VOYAGE AU BURKINA-FASO A PERMIS DE CONSTRUIRE ENSEMBLE UN SAVOIR COMMUN.



GRÂCE AU SUIVI COLLECTIF, LES AUTORITÉS DIALOGUENT RÉGULIÈREMENT AVEC LES JEUNES SUR LES ENGAGEMENTS PRIS ET RÉALISÉS.



DES JEUNES ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, QUI ASSURENT LA VIGIE CITOYENNE, ONT DÉCIDÉ D'AGIR.



UN DIALOGUE FRANC AVEC LES AUTORITÉS A ÉTÉ ENTAMÉ.



PUIS UN ATELIER MULTI-SECTORIEL A CRÉÉ UNE MOBILISATION COLLECTIVE ET UNE VISION COMMUNE.



L'ONASR A MÊME RECONNU LE LÀYIDU-MÈTRE COMME UN OUTIL CLÉ POUR LE MALI.



INFOS CLÉS

Le Lâyidu-mètre est une plateforme numérique de suivi des engagements du Mali en matière de DSSRAJ (droits et santé sexuels et reproductifs des jeunes et adolescent-e-s). Elle répertorie 16 engagements dont le respect et la mise en œuvre sont examinés par un comité de pilotage. Le Lâyidu-mètre est aussi un cadre de dialogue entre les autorités, les organisations de la société civile (OSC) et les mouvements de jeunesse. Cette fiche détaille le processus d'instauration de ce dialogue ; une autre fiche décrit les effets des actions de mobilisation sociale qui y ont été associées.

DURÉE ET ÉTAPES-CLÉS

Octobre 2019 → Juillet 2022

- | | |
|--|--|
| 1 CADRAGE DU PROJET | 5 CRÉATION DE LA PLATEFORME WEB LAYIDUMETRE.ML |
| 2 RECHERCHE SUR LES ENGAGEMENTS | 6 CRÉATION D'UN COMITÉ DE PILOTAGE |
| 3 VOYAGE D'ÉTUDE AU BURKINA FASO | 7 ATELIER DE SENSIBILISATION DES JEUNES |
| 4 ATELIER MULTISECTORIEL DE RECONNAISSANCE DES ENGAGEMENTS | 8 ACTIONS DE PLAIDOYER |

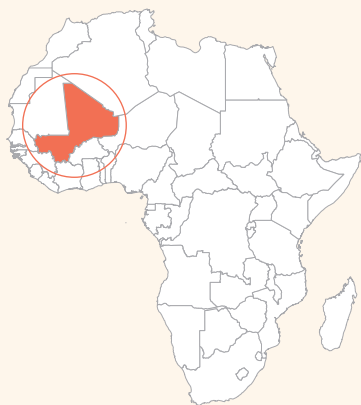
RÉSULTATS-CLÉS

1. Appropriation renforcée des engagements maliens en matière de DSSRAJ par les technicien-ne-s des ministères, les mouvements de jeunesse et les acteurs et actrices culturel-le-s.
2. Instauration d'un espace de concertation paritaire entre autorités, OSC et mouvements de jeunesse.
3. Création d'une plateforme servant d'outil d'auto-évaluation aux autorités.

PARTIES PRENANTES

- Ministère de la Santé et des Affaires sociales • Office National pour la Santé de la Reproduction et les services techniques déconcentrés • Mouvements de jeunesse • Réseaux d'artistes • Réseau des journalistes

ZONE D'INTERVENTION



RÉPONDRE AU BESOIN D'UN OUTIL D'INFORMATION ET DE DIALOGUE

L'instabilité politique depuis 2012 et les oppositions des lobbies religieux ont entraîné une paralysie partielle des institutions et mis à l'arrêt plusieurs programmes de DSSRAJ. Dans ce contexte, le Lâyidu-mètre a été créé avec une double ambition :

- Remobiliser les responsables gouvernementaux et les jeunes sur l'effectivité des DSSRAJ.
- Avoir un dispositif public de suivi de leur application.

Or, dans un contexte où diverses contraintes (sécuritaires, sociales, techniques, financières, etc.) limitent les capacités d'action de l'État, se réengager sur les DSSRAJ aux côtés des OSC et mouvements de jeunesse représentait un défi pour les autorités.

« Ce projet étant un projet de veille, qui allait relater les faits et gestes de l'État, il fallait rester prudent. Des deux côtés, on se méfiait » Equipe projet



Soucieuses d'établir un climat de confiance, tout en conservant leur pouvoir de vigie citoyenne, les OSC derrière le Lâyidu-mètre ont misé sur la construction d'un dialogue associant l'ensemble des acteur-ri-ce-s de santé et le développement d'un environnement social engagé sur les DSSRAJ.



BÂTIR UNE ALLIANCE DURABLE

Pour développer un outil consensuel propre à stimuler l'action des pouvoirs publics, la première étape fut de présenter l'idée du Lâyidu-mètre aux décideur-se-s et partenaires (commission santé de l'Assemblée nationale, ministère de la Santé, secrétariat du Gouvernement, mouvements de jeunes...).



Un second atelier a consolidé une vision commune des engagements maliens pris aux niveaux national, régional et international. Il a aussi permis un débat franc sur les obstacles structurels pesant sur la capacité d'action des décideur-se-s (déficit de financement, rôle décisif du ministère des Finances dans la décision de décaissement...). L'équipe projet et les OSC de jeunes ont mieux compris la complexité des arcanes institutionnelles.

« Être à l'écoute des décideur-se-s et de leurs difficultés a permis une mise en confiance, [cela] les a « libéré-e-s » de la peur du jugement et a favorisé leur adhésion aux lignes directrices du projet. » Equipe projet

En 2020, l'instabilité politique consécutive au double coup d'État, la dissolution de l'Assemblée nationale puis l'apparition du virus Covid-19 ont mis en suspens ce dialogue. Toutefois, grâce à la stratégie d'inclusion initiale des cadres des services techniques ministériels souvent moins amovibles, les activités ont été relancées après la mise en place du gouvernement de transition, notamment avec la commission santé du comité national de la transition faisant office de "parlementaires" par intérim.

CONSTRUIRE UN RÉFÉRENTIEL COMMUN

En Afrique de l'Ouest, plusieurs mécanismes de suivi des engagements des États orchestrés par les OSC existent. En début de projet, le consortium a fait un voyage d'étude au Burkina Faso avec des représentant·e-s des mouvements de jeunesse et du ministère de la Santé. L'objectif : comprendre l'outil "Présimètre", un dispositif de suivi des engagements de l'État burkinabé dans différents domaines. Un travail d'analyse de l'outil "Motion Tracker" (www.motiontracker.org) ciblant plus spécifiquement la santé de la reproduction et la planification familiale (SR-PF) a aussi été réalisé. Les parties prenantes ont finalement retenu ce dernier comme modèle d'inspiration.

DÉCIDER COLLECTIVEMENT DES PRIORITÉS DE SUIVI

Les modalités du suivi (nombre d'engagements et indicateurs de suivi) se sont précisées lors d'un atelier de clarification et de priorisation des engagements réunissant décideur·se-s, OSC de jeunes et représentant·e-s de la société civile (journalistes, artistes engagé·e-s).

« Au Mali nous avons des coalitions mais chacune poursuivait des objectifs bien spécifiques. Grâce au layidu-mètre, toutes les structures intervenant dans le domaine de la SR-PF se sont mises d'accord et se sont engagées pour accompagner cette plateforme. Même si le projet prend fin, le comité que nous avons constitué poursuivra la mise en œuvre de ces engagements. » Jeune ambassadeur PF

Le Layidu-mètre priorise le suivi de 16 engagements relatifs aux DSSRAJ sur un total de 36. Les indicateurs de suivi ciblent notamment :

- le respect des textes législatifs,
- l'existence, la gratuité et l'accès au service de santé de la reproduction,
- le degré de prise en compte des besoins des jeunes dans ces services.

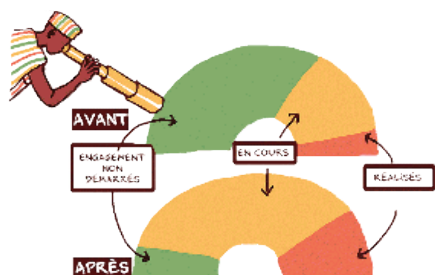


TRANSFORMER LES PRATIQUES D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DES POLITIQUES

Après le lancement de la plateforme, un comité de pilotage composé de 25 membres a été établi. Des échanges réguliers se sont instaurés entre OSC, mouvements de jeunesse, partenaires techniques et financiers et les autorités pour faire le point sur la réalisation des engagements. Les citoyen·ne-s peuvent désormais suivre en ligne l'évolution de ce travail : <https://www.layidumetre.ml/>.

« Le layidu-mètre est un outil pour évaluer les engagements pris au niveau régional et international. Nous pouvons parfois être très lents sur le plan administratif et le layidu-mètre peut nous dire : "attention, tel engagement a été pris", "vous êtes à tel niveau", "les insuffisances sont là", "que faire pour redresser?" » Dr Ben Moulaye, Directeur de l'ONASR

A l'automne 2022, sur les 16 engagements, 2 n'ont pas encore été suivis d'effets, 13 sont en cours de réalisation et 1 a été réalisé.



En plus d'être un outil de vigie citoyenne, ce cadre de dialogue permet d'alimenter le travail des autorités. Par exemple, les acteur·rice-s du Layidu-mètre ont été impliqué·e-s dans le processus de réengagement du Mali au Partenariat de Ouagadougou (2020-2030) et dans le comité technique de suivi des engagements de la CIPD+25. La plateforme est également citée dans le Plan d'Action National Budgétisé sur la planification familiale (2019-2023).

Le Layidu-mètre a aussi permis de repenser le rôle des jeunes et leur place dans la gouvernance sanitaire. Un accès direct à des autorités impliquées, à l'écoute et reconnaissant la légitimité de leur expérience et la valeur de leurs contributions, a permis de transformer les pratiques d'élaboration des politiques.

« Depuis sa mise en œuvre nous avons remarqué une dynamique de mobilisation des jeunes, qui ont pris conscience que le gouvernement a pris des engagements. Cela présente aussi un intérêt pour nous. Si nous voulons vraiment changer les indicateurs de santé il faudrait mettre l'accent sur les orientations données par les jeunes qui constituent le levier le plus important (...) Nous sommes en train de revoir le plan multisectoriel pour les jeunes (...) et ce plan ne se fera pas sans vous, vous allez proposer vos idées innovantes pour que l'on puisse ensemble changer la tendance des indicateurs. » Conseiller Technique Spécial SR du ministre de la Santé

INSTITUER UN SUIVI IMPARTIAL ET PÉRENNE DES ENGAGEMENTS

D'après des technicien·ne-s du ministère de la Santé, la référence à ce baromètre et le cadre de concertation du Layidu-mètre ont renforcé la collaboration inter-ministérielle et les synergies entre les différentes structures de l'État.

« C'est un outil d'auto-évaluation pour nous, décideur·se-s. Cela nous permet de savoir ce qui a été fait, ce qui n'a pas été fait et pourquoi, et quelles stratégies développer pour tenir l'engagement dans les délais. » Structures de l'État impliquées dans la gestion des DSSRAJ

L'esprit de dialogue et de concertation prévalant au sein du Layidu-mètre est essentiel pour assurer une remontée des données objectives et pour mieux mesurer les effets de l'action publique. L'établissement d'un cadre pluri-acteur·rice-s garantit une certaine impartialité des bilans. Les réflexions amorcées autour d'une institutionnalisation de ce mécanisme doivent prendre en compte cet enjeu de préservation et d'indépendance de la voix des citoyen·ne-s notamment incarnées par les OSC et mouvements de jeunesse.



EXERCER LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ : LES 5 LEVIERS DU PROJET L'AYIDU-MÈTRE

→ DÉVELOPPER UN CADRE DE CONCERTATION

incluant société civile, autorités et jeunes pour
établir un diagnostic commun sur la situation
des engagements en matière de DSSRAJ.



→ CRÉER UN RÉFÉRENTIEL COMMUN

en impliquant toutes les parties prenantes dans
l'identification et le choix des engagements étatiques à suivre.

→ INSTAURER UN CLIMAT DE CONFIANCE

en reconnaissant les expertises croisées, pour
permettre le consensus sur les modalités de suivi
des engagements et les bilans effectués.

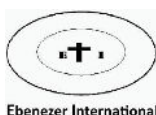
→ DÉSIGNER UNE ENTITÉ DE RÉFÉRENCE POUR L'ANIMATION DU CADRE DE CONCERTATION

et assurer la communication/information
régulière des parties prenantes.

→ ORGANISER LA PÉRENNITÉ DU MÉCANISME DE SUIVI

de concert avec les autorités concernées pour assurer
la collecte des données au-delà du projet tout en
préservant l'impartialité du cadre de concertation.

Projet mis en œuvre par



Soutien technique



Financé par



Avec le soutien de



BILL & MELINDA
GATES foundation

Ce document a été produit dans le cadre du programme FONDEMSAN financé par l'Organisation Ouest Africaine de la santé. Il fait partie d'un lot de fiches destinées à présenter différents modèles de mobilisation de la société civile et d'exercice de la démocratie en santé en lien avec les droits et la santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes (DSSRAJ) dans l'espace francophone de la CEDEAO. Le document a été construit par le consortium du projet (COSC/PF du Mali administré par le Groupe Pivot santé et Population, AMSOPT, Ebenezer International) avec l'appui d'Equipop et à partir de témoignages des parties prenantes du projet. Destinée à tous publics, et en particulier à la communauté d'acteurs et actrices agissant en faveur des DSSR, cette fiche de capitalisation peut servir à alimenter le développement, le financement et la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la démocratie en santé pour faire avancer les politiques de DSSRAJ. Un grand merci à tou-te-s celles et ceux qui ont contribué à la réussite du projet et aux travaux de capitalisation.

Direction de la publication : Organisation Ouest Africaine de la Santé • Rédaction en cheffe : Equipop • Comité de rédaction : Fatim Diallo, Cina Gueye, Sane Demba Ndiaye, Elise Petitpas • Suivi éditorial : Camille Frouin • Illustrations : KAM • Création graphique : Jean-Luc Gehres - welcomedesign.fr